

unef

LE NOUVEAU CAMPUS

Pour le remboursement de 50 % sur les transports étudiants..... page 3

S'Y METTRE TOUS ENSEMBLE POUR GAGNER

TOUS ENSEMBLE contre la cherté des études, tous ensemble contre la sélection sociale ; tous ensemble pour une formation de qualité, pour en finir avec les cours surchargés et les interdictions d'UV ; tous ensemble pour que Jospin tiennes ses promesses, qu'il rembourse 50 % des tarifs sur la carte orange et les transports urbains, qu'il construise des cités-U et qu'il augmente les bourses ; tous ensemble pour qu'il abandonne son dangereux projet de prêts bancaires, pour qu'il renonce à supprimer la reconnaissance nationale de nos diplômes.

Et si on s'y mettait tous ensemble pour dire : "ça ne peut plus durer !" Chacun de nous en a fait l'expérience : s'y mettre tous ensemble, tenir tête à ceux qui veulent nous sélectionner, c'est cela qui constitue notre force, c'est le seul moyen de nous faire respecter. Qui oserait affirmer le contraire aux étudiants d'Angers qui, après deux jours de grève viennent de gagner quatre postes de profs ; ou à ceux de Toulouse qui après avoir rassemblé des centaines de pétitions ont arraché 1 700 heures complémentaires pour constituer les groupes de TD ; ou aux milliers de bacheliers qui ont arraché leur inscription en fac, malgré la sélection en juillet et septembre... ?

Partout, notre colère nous pousse à agir, à nous faire entendre. Délégations, pétitions, assemblées générales, cahiers de revendications, manifestes multiples... A la clé, il y a souvent un, ou des succès : des dédoublements de TD, le maintien d'une session d'examen de rattrapage... Se battre n'est jamais inutile. Mais chacun en a conscience : pour conquérir le droit à une bonne formation, pour compter vraiment comme des étudiants-citoyens à part entière, pour gagner la pleine liberté de maîtriser notre avenir à l'aube du XXI^{ème} siècle, il y a besoin de nous y mettre plus fort encore, et plus unis. C'est la condition pour que nos études ne soient plus sacrifiées.

C'est pour contribuer à ça de toutes ses forces que l'UNEF vient de tenir son Congrès. Pour être mieux le syndicat de tous, utile à tous, ouvert à tous, le syndicat dont tu peux te servir à tout moment pour combattre une situation injuste, pour te faire entendre, pour faire respecter tes droits. Par exemple, dès aujourd'hui, pour gagner la bourse d'étude dont tu as besoin ; ou encore pour obtenir le remboursement de ton titre de transport ; empêcher un sautage à un examen... L'UNEF est ton syndicat, n'hésite pas à t'en servir.

Olivier Meier
Président de L'UNEF



APPEL DU 75^{ème} CONGRÈS DE L'UNEF.

Délégués au 75^{ème} Congrès de l'UNEF, venus de toutes les facs de France, nous lançons un appel à tous les étudiants de France :

Ca ne peut plus durer.

Ce que nous vivons dans nos facs, nos écoles, nos instituts, c'est insupportable.

Insupportable, ce que l'on nous fait payer pour nos études.

Insupportable d'être sélectionnés, triés, parqués.

Insupportable d'être rejetés de la filière de son choix.

C'est d'autant plus insupportable que cela heurte notre détermination à réussir nos études.

Oui, vraiment, ça ne peut plus durer !

Nous n'acceptons pas les mesures graves qui sont mises en place ou programmées.

Nous n'acceptons pas la substitution de nos bourses par des prêts bancaires. Nous n'acceptons pas ce certificat d'études universitaires qui n'a d'autre objectif que de nous éjecter par milliers de l'université sans le DEUG.

Nous n'acceptons pas la remise en cause du caractère national de nos diplômes.

Nous ne voulons être ni des étudiants "ble-jetables", ni des "ingénieurs-à-légers".

Notre avenir n'est pas de ce côté là.

Le racisme et l'extrême droite, hors la loi.

Nous sommes inquiets de la montée de l'extrême droite dans nos facs. La violence, le racisme, l'antisémitisme ce ne sont pas des idées, ce sont des délits. Nous ne pouvons tolérer toutes les complaisances de l'administration à l'égard des thèses racistes et révisionnistes.

Si on s'y met tous ensemble, absolument tous ensemble, alors oui, on peut battre le racisme et exiger que les lois anti-racistes soient appliquées.

Et aussi en décidant nombreux et ensemble, fac par fac, amphi par amphi, de faire reculer l'élitisme et la sélection.

Notre force pour nous défendre c'est d'être ensemble pour obtenir d'autres conditions de vie et d'études pour notre formation.

C'est notre force pour gagner l'augmentation du budget et c'est le moment quand les députés le votent.

On a des opinions diverses, mais notre trait d'union c'est de vouloir réaliser nos études et de pouvoir agir ensemble.

Ensemble, on est plus fort.

C'est ça qui fait notre force. Oui, c'est quand on s'y met tous ensemble que l'on fait reculer Jospin.

Pour tout cela, il y a un bon moyen : cette force du "tous ensemble" doit se faire entendre.

L'occasion des élections universitaires est un moment privilégié ; faisons-les nôtres.

Emparons-nous du vote UNEF.

Nous appelons à élaborer ensemble des listes "Tous unis pour nous défendre", des plates-formes de revendications.

Décisions des élus qu'il nous faut.

Nous lançons cet appel à tous ceux qui, dans nos facs, sont déjà organisés : syndiqués, membres d'autres associations, tous ceux qui veulent faire bouger la fac dans le bon sens. Nous en appelons à eux pour que, dans l'unité et avec toute notre diversité, ce soient nos intérêts d'étudiants qui soient les plus forts 99.

Lyon, le 8 décembre 1991

RÉVÉLATION

COMMENT JOSPIN VEUT BRADER NOTRE FORMATION

Sur fond de pénurie budgétaire, les projets du gouvernement se multiplient. Conçus dans le dos des étudiants, ils aboutissent à un véritable sacrifice de nos formations, à une sélection renforcée et au développement des inégalités entre les facs. Nouveau Campus a relevé 6 points très chauds.

LES 6 MESURES INACCEPTABLES

1 - SUPPRESSION DE FILIERES.

Le ministère veut "regrouper" les 145 DEUG et DEUST actuels en 8 domaines de formation. Cela signifie des entrées à la suppression de filières entières, telle que culture et communication, théâtre, histoire de l'art... Ainsi un formidable appauvrissement de nos formations est programmé. Des dizaines de filières nous seraient interdites. C'est une remise en cause historique de la diversité de l'enseignement universitaire, et du libre choix de nos études.

2 - CASSE DES DIPLOMES NATIONAUX.

Avec la création des IUP (Institut Universitaire Professionnalisés), destinés à "former en alternance" 50 % des étudiants, la moitié de la formation serait délivrée dans une entreprise voisine de la fac et aboutirait à un "diplôme maison". Exemple, vous faites un stage chez Lustrac, vous obtenez un "diplôme Lustrac" : c'est la fin des diplômes reconnus nationalement et l'impossibilité de travailler dans d'autres entreprises que celle qui a assuré votre alternance ! Bonjour les perspectives d'emploi sur le long terme.

Comme le déclare en substance le CNFP : "Ce dont ont besoin les entreprises, ce n'est pas d'étudiants bien formés, mais d'étudiants bien adaptés".

3 - UN DIPLOME BIDON DE PREMIERE ANNEE POUR MIEUX NOUS EJECTER

La création dès la rentrée d'un certificat d'étude universitaire (CEU), véritable diplôme bidon de fin de première année, cache la volonté de sélectionner encore plus après l'entrée en DEUG. Seule une minorité d'étudiants aurait la possibilité de poursuivre des études longues. Les autres seraient éjectés soit vers des IUP soumis à la loi du fric par manque de moyens, soit dans les bureaux de l'ANPE.

Etre ingénieur Kléon ou étudiant Bic jetable, c'est inacceptable.

4 - SUPPRESSION DE TD

Une économie de 700 heures de cours serait réalisée dans certaines filières. Le volume horaire des DEUG passerait de 2 500 à 1 750 heures. Raison invoquée : nous aurions trop d'heures de cours (sic) et pas assez de temps pour le travail personnel ! L'économie se ferait sur les TD et TP. Pourtant, c'est prouvé : le nombre de TD est facteur de réussite aux examens et de qualité de la formation.

5 - POLES D'ELITES / FACS POUDELLES

C'est le développement d'une université à deux vitesses. Le "schéma directeur" du ministère prévoit d'un côté quelques facs pilotes dites "Pôles d'excellence" pour former "l'élite". Partout ailleurs, le manque de moyen engendré par le désengagement de l'Etat va aggraver considérablement les conditions d'études déjà désastreuses. Les facs sont appelées à passer un "contrat" avec leurs régions et les entreprises du coin. Celles-ci auront pignon sur rue dans nos facs et décideront, en fonction de leurs besoins à court terme, des moyens qu'elles donnent pour telle ou telle formation. Ainsi, nos études sont sacrifiées pour satisfaire la rentabilité immédiate des patrons locaux. L'enseignement public en prend un sacré coup.

6 - FACS PRIVEES A 25 000 F.

Avec des filières sont promises à destruction, c'est l'ouverture des cette année de facs privées, comme dans les Hauts-de-Seine, où les droits d'inscription s'élèvent à 25 000 F.

La filière communication est menacée de fermeture sur la région parisienne alors que s'est ouvert dans la capitale un pécudo "Paris Campus I", boîte privée de BTS de communication, elle aussi aux frais d'inscription exorbitants.



ON L'A DÉJÀ OBLIGÉ À RECULER

Jospin n'a pas la partie gagnée. Partout le mécontentement grandit et des luttes se développent. A chaque fois qu'on se rassemble, nombreux et déterminés, Jospin est obligé de lâcher et des victoires sont remportées. Plus que jamais, il y a besoin de s'unir pour se défendre, partout où les coups pleuvent. Ces exemples de luttes que Nouveau Campus a recueillis parmi tant d'autres sont autant d'encouragements à faire respecter nos droits.

Aix : Rémi Darne gagne contre l'extrême droite.

Étudiant en troisième cycle, Rémi Darne démontrait dans un travail de recherche la complaisance active des autorités du lycée militaire d'Aix, avec les milieux d'extrême droite et les manifestations de caractère néo-nazi. L'université d'Aix avait tout mis en oeuvre pour l'empêcher de soutenir son mémoire. La solidarité s'est renforcée autour de Rémi, une lutte est née. Le tribunal vient de lui donner raison.

Angers : Quatre profs gagnés.

Après deux jours de grève, quatre postes de professeur sont créés en novembre dernier.

Besançon : Ils ont gagné Goudimel.

En novembre-décembre 90 occupant depuis plus d'un mois les locaux de l'ex-communariat Goudimel les étudiants exigent qu'ils soient attribués à leur fac. A la rentrée 91 l'administration donnait satisfaction à cette revendication en attribuant une partie des bâtiments à l'université.

Bordeaux : 300 étudiants dans la rue.

300 étudiants descendent dans la rue pour exiger rétablissement d'une session d'examens de rattrapage. La présidence de l'université de sciences a dû le prendre en compte.

INSA Lyon : Exit les droits d'inscription à 5 000 francs.

Ils sont en grandes écoles et eux aussi luttent pour leurs droits. Ainsi à l'INSA les étudiants se sont mobilisés contre les droits d'inscription à 5 000 F et ont gagné. Ils continuent à se battre contre toute augmentation.

IUFM : Du fric pour la formation.

Cergy-pontoise, Bonneuil, Lyon, Orsay, Créteil, Rouen... au fil de qui a entouré la création des IUFM, et l'absence de crédits pour leur mise en place, les futurs enseignants ont répondu par la lutte pour exiger plus de moyens.

Lille : Les boursiers obtiennent l'exonération des droits d'inscription.

Délégations, manifs à Lille, les boursiers ont refusé de se laisser faire et ont gagné, pour ceux qui n'avaient pas reçu l'avis conditionnel, d'être exonérés des droits d'inscription.

Lyon II : Les TD sont dédoublés.

Les étudiants en ont ras le bol de jouer les sardines. Après l'invasion de la présidence trois TD sont dédoublés.

Paris VIII : L'extension de la fac est commencée.

Fruit des luttes étudiantes un nouveau bâtiment et une nouvelle cafétéria s'ouvrent à St Denis. Ouf ! Un peu d'air. Resté à imposer la poursuite de l'extension et la construction d'une cité U.

Rennes II : Un étudiant zairois sauvé d'une expulsion.

Étudiant et futur père de famille il avait un tort aux yeux de la préfecture... celui d'être zairois. La mobilisation le sauve de l'expulsion et des geôles de Mobutu.

Toulouse : 1 700 heures pour l'UFR d'histoire.

Faute de moyen l'administration refuse d'inscrire des étudiants en contrôle continu. Les étudiants se mobilisent et récoltent des centaines de pétitions. Le ministère cède et lâche 1 700 heures complémentaires.

Etc., etc., ■

Le Nouveau Campus, édité par l'Union Nationale des Étudiants de France. Supplément UNEF - Inform CP 1142DE73 - 52 rue Edouard Pailleron 75019 Paris. Tél : (1) 42 45 84 84 Fax : (1) 42 45 51 42. Directeur de la Publication : Olivier MEIER, Rédacteur en Chef : Nadège BÉAUVAIS-SZCZEPANSKI. Illustration : François Toulant. Photocomposition, Photographie : D.G. Communication - 137 Av. Jean Lelève 93500 PANTIN. Tirage Janvier 92 - 150 000 Exemplaires.

« CE QUI EST DIT DOIT ETRE FAIT »

Mars 91, au lendemain des élections aux CROUS, le gouvernement doit enfin reconnaître la force des besoins et des exigences étudiantes en matière d'aide sociale. Une foule de concessions sont faites. Le bilan un an après : rien. Sauf les prêts bancaires que le gouvernement est bien décidé à mettre en place bien que cela soit un véritable fiasco. Pire, par un tour de passe-passe, Jospin vole 85 millions aux boursiers.

De promesses non tenues ! Le plan social étudiant prévoyait la construction de 11 000 logements en cité-U, le retour à la parité Etat-Étudiant pour le ticket de Resto-U, le remboursement de 50 % de la carte orange, la mensualisation des bourses...

En a-t-on vu la couleur ? Non ! La seule mesure du plan social étudiant, que le gouvernement est déterminé à mettre en place, c'est celle qui aggrave la sélection sociale : la mise en place de prêts bancaires pour 400 000 étudiants.

C'est celle que depuis la rentrée les étudiants refusent majoritairement : 1 demande de prêt à Nice, 1 à Amiens, 2 à St-Etienne, 3 à Censier.

C'est celle pour laquelle l'UNEF a refusé de signer le "Plan Social" de Jospin.

Dernière escroquerie en date : dans le budget de l'Éducation Nationale, on peut lire "Incidence de l'aménagement du barème des bourses : moins 85 millions."

85 millions ! 85 millions volés aux étudiants boursiers, à ceux qui ont le plus besoin d'aide sociale.

Rien dans nos conditions d'études ne justifie cette diminution. Au contraire, nous sommes de plus en plus nombreux à avoir besoin de bourses pour réussir nos études.

Les étudiants qui bénéficiaient d'une bourse l'an passé n'en bénéficient plus cette année, ou s'ils l'ont conservée c'est bien souvent avec un montant inférieur.

Leur situation financière n'a pas changé, ce n'est pas le cas des droits d'inscription, de la SECU, du ticket de resto-U, des transports, des bouquins... qui eux sont en constante augmentation.

En fait la modification des barèmes et des points de charge a permis d'évincer un grand nombre de boursiers et surtout d'économiser 85 millions sur notre dos. C'est d'autant plus scandaleux qu'on se demande à ce rythme là comment on va atteindre les 25 % de boursiers qu'estimait nécessaire le ministre de l'Éducation Nationale au printemps dernier.

Nous avons été des milliers à nous exprimer contre les prêts bancaires et pour une véritable aide sociale lors des élections aux CROUS. Nous avons été des milliers à signer la carte pétition contre les prêts bancaires, des milliers à obliger Jospin à prendre en compte cette exigence de justice sociale, à mettre noir sur blanc dans le plan social étudiant des revendications sur lesquelles nous nous battons depuis des années.

Soyons des milliers pour le contraindre à respecter ses promesses ■



LA CARTE ORANGE ET LES TRANSPORTS URBAINS A 50 % TOUT DE SUITE

Cédant aux lobbies de l'an dernier, Jospin a promis dans le "plan social Étudiant" la carte orange et les transports urbains à 50 % pour les étudiants dès 1992. Alors pas de temps à perdre. Il faut lui faire tenir sa promesse. Envoyons dès la fin du mois nos coupons au ministère pour être remboursés.

Adresse : Ministère de l'Éducation Nationale - Service : remboursement des transports - étudiants
110 Rue de Grenelle - 75357 PARIS Cedex 07

BULLETIN DE REMBOURSEMENT

Comme prévu, je demande le remboursement de 50 % de mon titre de transport. Voici l'adresse où vous pouvez me l'envoyer.

Nom : Prénom :
Adresse :

(Joindre photocopie de carte d'étudiant)

Coller, scotcher ouagrafer ici le
titre de transport
(de préférence, coupon mensuel).



DES MILLIONS DE FRANCS DISPONIBLES

UTILISONS LES CAISSES DU "FONDS SOCIAL"

De plus en plus d'étudiants ont des difficultés financières pour étudier dans de bonnes conditions. Pour s'en sortir, c'est la galère des petits boulots, style Mc-Do. 50 % d'étudiants salariés, c'est insupportable ! C'est d'autant plus inadmissible que des millions de francs croupissent dans chaque fac : 900 000 frs à Paris IV, 880 000 frs à St Denis, 800 000 frs à Nice. Ce sont les commissions sociales d'établissement qui gèrent cet argent appelé "Fonds d'amélioration de la vie étudiante". Cet argent peut être débloquent à tout moment pour des aides d'urgence. Ce Fonds Social, c'est nous qui l'avons financé : 40 frs par étudiant, compris dans les frais de scolarité. Hors de question qu'il serve à autre chose !

Déjà dans plusieurs facs, des bureaux de lutte pour l'obtention de bourses se sont constitués. Ainsi, à Toulouse, des étudiants n'ayant pas reçu leur avis définitif de bourse, s'organisent avec l'UNEF, décident d'une délégation au rectorat et gagnent le versement du 1er terme.

À Paris XIII, suite à une assemblée générale des boursiers, un comité de lutte pour les bourses et le remboursement des droits d'inscription s'est créé. Les étudiants boursiers, rassemblés devant la présidence, obtiennent leur remboursement.

À Paris XII, Paris IV, Paris VIII, Lyon 2, des dizaines d'étudiants ont rejoint les bureaux de lutte pour l'obtention de bourses et commencent à agir.

Une première coordination nationale s'est même réunie lors du Congrès de l'UNEF en décembre. Décision a été prise d'aller chercher l'argent dans les caisses du "Fonds Social" en débloquent des aides d'urgence.

Seul, on ne peut rien, alors si tu as besoin d'une bourse, rejoins le Bureau de Lutte pour l'obtention de bourses ■

TOI AUSSI, INSCRIS-TOI AU BUREAU DE LUTTE POUR L'OBTENTION DE BOURSES.

Nom : Prénom :
Université : Filière : Année :
Adresse :
Tél :

As-tu déjà déposé ta demande de bourse ? OUI ☐ NON ☐

As-tu déjà bénéficié d'une bourse d'Enseignement Supérieur ? OUI ☐ NON ☐

Si OUI, pourquoi l'as-tu perdue ?

Informations utiles :

À retourner à UNEF, 52 rue Edouard Pailleron, 75019 Paris

Les élections universitaires : un sacré moyen de se faire entendre !

Imaginons le jour des élections, si dans la fac ou l'UFR, nous sommes des milliers, ensemble, par un geste simple, à faire entendre ce qui ne va pas, nos problèmes, nos revendications...

C'est ainsi que l'UNEF conçoit les élections : un formidable moyen de se faire entendre de l'administration et du ministère. Les listes "UNEF Tous unis pour nous défendre" servent à ça. En élaborant dans les cours les revendications principales pour la fac (ou l'UFR), à partir de ce que chacun pense, suggère et veut voir changer. En décidant ensemble des meilleurs candidats, syndiqués ou non, pour nous défendre dans les conseils, nous faisons des compte-rendus, nous perdons quand des décisions graves sont prises. En cela, les élections sont vraiment utiles. Elles constituent un acquis démocratique des étudiants arraché par les luttes.

Il s'agit d'un véritable enjeu, et à chaque scrutin le ministère et l'administration essayent d'en réduire la portée.

En limitant la durée du vote (de 2 à 1 jour pour le CROUS), en rendant inaccessible ou presque les bureaux de vote, en faisant peu de publicité sur ces élections ; tout est mis en œuvre pour réduire la participation et ôter du poids à nos revendications.

Alors partout où elles se présentent, emparons nous du vote UNEF. Dans l'unité, préparons ce grand moment d'expression.

A chaque fois que l'on peut se faire entendre il faut le faire. Ainsi lors des élections au CROUS en mars 91, la forte exigence des étudiants pour une aide sociale de qualité et les progrès réalisés par l'UNEF ont été aussitôt suivis de concession de Jospin sur la question des bourses.

Donner du poids aux listes UNEF, c'est se donner du poids pour se défendre et gagner de meilleures conditions de vie et d'études.



S'organiser pour se défendre et conquérir de nouveaux droits

S'organiser, c'est se doter de la force. Quand les difficultés se multiplient, ensemble on a les moyens de compter et de pouvoir agir.

Dans chaque TD, être à l'UNEF c'est être plus efficace pour lutter et gagner. Notre nombre, c'est notre force. Tous ensemble on peut gagner.

Alors toi aussi, maintenant, rejoins l'UNEF

Je rejoins l'UNEF

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Fac :

Filière d'étude :

Bulletin à remettre à un adhérent de l'UNEF que tu connais ou à renvoyer à UNEF, 52 rue Edouard Pailleron • 75019 PARIS

Racisme et extrême droite, hors la loi !

L'émergence de l'extrême droite dans nos universités, comme dans le reste de notre société, est de plus en plus inquiétante.

Inquiétante parce que l'extrême droite c'est la violence, la haine, le racisme.

Inquiétante car ce que veut l'extrême droite, c'est encore plus de sélection.

Ils veulent aller encore plus loin sur le chemin de cette politique qui nous fait déjà si mal, encore plus loin dans la casse de notre aide sociale, la privatisation de nos universités.

Alors que nous vivons tous des problèmes similaires, des difficultés croissantes, que notre force pour nous défendre c'est de nous unir, l'extrême droite cherche aujourd'hui à nous diviser, à nous opposer. Ne tombons pas dans leur piège.

Exigeons :

- l'abrogation de la première loi raciste connue dans nos facs, la loi Joxe-Pasqua contre les étudiants étrangers,
- l'arrêt de toute complaisance de l'administration à l'égard de ces organisations d'extrême droite,
- l'application des lois anti-racistes.

Mettons tout en œuvre pour qu'un réel coup d'arrêt soit mis à la politique de sélection sociale et de promesses non tenues qui nourrit les idées d'extrême droite.

Une manifestation aura lieu le 25 janvier 92 contre les idées colportées par l'extrême droite.

Tous à la Bastille, le 25 à 15 H contre le racisme et pour l'égalité des droits.

Cahier de revendication

Dans tous nos cours, remplissons les cahiers de revendications.

C'est le moyen de mettre noir sur blanc ce qui ne va pas, nos colères, les injustices que l'on rencontre. C'est le moyen d'établir les plate-formes revendicatives des listes "UNEF Tous unis pour nous défendre" pour se faire entendre avec les élections. C'est le moyen de décider ensemble d'agir, des formes de luttes les plus appropriées. Prenons du temps en début de cours pour en discuter.

Et moi, voilà ce que j'ai à dire

Retour à la parité État-étudiant. Jospin doit tenir ses promesses.

La parité État-étudiant, cela signifie que la subvention de l'État pour les restos-U est égale à ce que donnent les étudiants pour manger.

C'était ainsi il y a quelques années.

On en est bien loin. Peu à peu, l'État s'est désengagé. Aujourd'hui, il ne donne que 7 F 30 alors que nous payons pour chaque repas 11 F 50 ! Et le ministère menace d'augmenter encore le prix du ticket de Resto-U après avoir promis le retour à la parité.

De véritables mesures d'aide sociale sont possibles.

Prenons le contre-pied de la menace du ministère et exigeons tous ensemble du gouvernement que le prix à payer par les étudiants soit plafonné à 10 frs et que l'État se réengage dans les mêmes proportions : 10 frs également.

Nos finances y gagneront !

La qualité de nos repas s'en ressentira !

Saquage aux examens. Ne laissons pas passer !

Nous sommes actuellement 1 700 000 étudiants à vouloir réussir nos études, nos examens, obtenir nos diplômes dans les meilleures conditions. Notre aspiration est légitime et pourtant la réalité est tout autre. 50 % d'entre nous sortent de l'université sans diplôme, 80 % n'obtiennent pas leur DEUG en deux ans.

Certains essaient de nous culpabiliser et de nous rendre responsables de notre échec.

Pourtant doit-on considérer que nous sommes les seuls responsables quand partout les exemples de saquages se multiplient ? Ceux qui essaient de nous culpabiliser sur notre échec sont précisément ceux qui font le choix de l'asphyxie budgétaire, contribuant ainsi à l'exclusion de milliers d'étudiants.

Saquages aux examens, installations d'UV barrages, sujets proposés aux partiels non vus en cours ou en TD, inaccessibles aux étudiants, tous les moyens sont bons pour nous sélectionner et nous exclure.

Le passage d'examens dans de telles conditions ne peut plus durer. Il est possible de gagner l'organisation d'examens justes qui soient un véritable contrôle de notre savoir en faisant tout simplement respecter nos droits.

Nous avons des droits faisons les valoir. Agissons tous ensemble pour :

- l'anonymat de nos copies
 - le droit à la double correction
 - le droit de voir sa copie, et de la défendre devant un jury.
- Chaque fois qu'un sautage a lieu organisons la riposte, comme à Toulouse où l'an passé des étudiants de psycho qui devaient travailler sur un sujet inconnu ont tous rendu feuille blanche et exigé la tenue d'un autre partiel. Ils ont gagné en s'y mettant tous ensemble.